

« RODINA » : LES MOUVANCES NATIONALISTES RUSSES DU LOYALISME A L'OPPOSITION

Marlène Laruelle *

Aux dernières élections législatives du 7 décembre 2003, le bloc « Rodina » [Patrie] crée la surprise en recueillant 9,02 % des voix, soit environ 5,5 millions d'électeurs. Il devient ainsi le quatrième courant politique de Russie, après le parti présidentiel « Russie unie », le Parti communiste de Guennadi Ziouganov et le LDPR de Vladimir Jirinovski. Il est le dernier à passer la barre des 5 % des voix nécessaires afin de siéger à la Douma. Après les élections, les blocs électoraux sont dissous et se reconstituent sous forme de fractions parlementaires. Le bloc Rodina donne naissance à deux organes différents, la fraction parlementaire Rodina et le parti politique Rodina. La fraction devient la troisième en nombre avec 39 députés, juste derrière « Russie unie » et le Parti communiste. Le parti a pour objectif de pénétrer la scène politique russe en vue des prochaines élections de 2007-2008.

* Docteur de l'INALCO, chercheur au Wilson International Center for Scholars (Kennan Institute) à Washington, travaille sur le phénomène nationaliste en Russie et dans l'espace post-soviétique.



Toutefois, ce succès ne doit pas être appréhendé uniquement sur le plan électoral ou au sein de la structure parlementaire qu'est la Douma. Rodina offre également un éclairage révélateur de l'officialisation progressive du nationalisme sur la scène russe contemporaine. Pour la première fois, des partis ou des figures nationalistes venus de cercles marginaux ont su faire alliance et transformer des discours autrefois considérés comme radicaux en une doctrine « politiquement correcte ». La force de Rodina, qui se présente comme un « nationalisme de gauche », est donc de conjuguer des mouvances nationalistes radicales et modérées, donnant de la visibilité aux unes ou aux autres en fonction des circonstances, de fondre leurs argumentaires et d'en présenter une synthèse acceptable en phase avec la montée du thème patriotique. En effet, depuis près d'une décennie, le pouvoir présidentiel tente de recentrer le discours public autour du « patriotisme » et cette politique est aujourd'hui ouvertement revendiquée par l'administration présidentielle poutinienne. À ce titre, Rodina participe d'un mouvement plus global de recentrage de la vie politique et intellectuelle autour d'une argumentation nationaliste.

Genèse d'un nouveau parti : le bloc électoral Rodina, 2003-2004

En septembre 2003, une conférence de presse annonce la constitution d'un nouveau bloc électoral du nom de Rodina, regroupant trois partis : le Parti socialiste unifié de Russie « Héritage spirituel » [*Duhovnoe nasledie*, également appelé par son acronyme SERP], dirigé par Alexandre Vatagin, le Parti Volonté nationale [*Narodnaâ volâ*] de Sergueï Babourin et le Parti des régions de Russie [*Partiâ rossijskikh regionov*], fondé en 1998, dirigé par Dmitri Rogozin et secondé par Sergeï Glazev. Économiste de formation, ce dernier s'était rapidement fait connaître, dès la chute de l'Union soviétique, comme partisan des réformes économiques, et avait été nommé vice-ministre puis ministre des relations économiques extérieures dans le gouvernement d'Egor Gaïdar, dont il avait démissionné après le coup de force de Boris Eltsine contre la Maison Blanche. Entre 1995 et 1999, Glazev avait travaillé au Conseil de la Fédération et s'était rapproché d'Alexandre Lebed, qui l'avait nommé directeur de la section économique du Conseil de sécurité qu'il dirigeait alors. Durant ces années, Glazev est revenu sur une partie de ses principes libéraux et s'est mis à prôner une politique dirigiste en matière économique. Partisan d'une présence forte de l'État dans le système économique sans toutefois jouer la carte du modèle soviétique, il s'est rapproché des

communistes et est devenu, en 1999, membre de la fraction parlementaire communiste, sans néanmoins jamais adhérer au parti.

Après le succès imprévu du bloc Rodina aux élections de décembre 2003, le mouvement connaît d'importantes luttes de pouvoir internes qui opposent ses dirigeants. Glazev, qui dispose du soutien de Babourin ainsi que de celui d'une partie du Parti socialiste unifié, annonce sa candidature au poste de président de la république, tandis que Rogozin souhaite au contraire que le bloc se rallie à V. Poutine. Le 15 février 2004, un congrès transforme, contre l'avis de Glazev et de Babourin, le Parti des régions de Russie en un parti Rodina, auquel s'adjoignent de nombreux membres de l'ancienne coalition venus des deux autres partis. L'objectif est non seulement d'empêcher Glazev de s'emparer du titre de Rodina, mais également de canaliser le dynamisme né des élections en faveur de Rogozin et non de Babourin. Ces intrigues aux multiples rebondissements se terminent par le départ de Glazev, qui quitte tout à la fois le bloc et le parti, mais réussit à se maintenir candidat à l'élection présidentielle de mars 2004 en recueillant 4,1 % des voix. En avril 2004, il fonde un nouveau mouvement, « Pour une vie digne » [*Za dostojnuû žizn'*], qui dénonce l'autoritarisme du régime poutinien et cherche à ancrer en Russie une tradition que l'on pourrait qualifier de social-démocrate.

Au sein de Rodina, Glazev est immédiatement remplacé au poste de vice-président par Viktor Gerachtchenko, ancien directeur de la banque centrale de Russie, qui annonce sa candidature à l'élection présidentielle mais ne dispose pas du nombre requis de signatures pour être enregistré. Rodina confirme donc, comme l'avait proposé Rogozin, son ralliement à Vladimir Poutine. Après l'officialisation du schisme avec Glazev, le 4 mars 2004, Rogozin et Babourin sont respectivement élus président et vice-président de la fraction parlementaire Rodina. Le congrès réuni en juin 2004 vote la fin de la direction collégiale du parti au profit de la seule personnalité de Rogozin et le nouveau leader s'entoure alors de ses plus fidèles collaborateurs comme Iouri Skokov, secrétaire du Comité politique du parti, vice-speaker de la Douma et membre du Comité pour les affaires internationales. Glazev est remplacé dans son rôle de théoricien économiste social-démocrate par Mikhaïl G. Deliagin, chercheur à l'Institut des problèmes de la globalisation et président du comité programmatique de Rodina¹.

¹ Dès 1994, Deliagin avait travaillé au Centre analytique de l'appareil présidentiel et avait été par la suite, conseiller du Premier ministre Boris Nemtsov (1997-1998), puis d'Evgueni Primakov (1999-2002), alors à la tête de Patrie-Toute la Russie [*Otečestvo-Vsâ Rossiâ*], et enfin, de mars 2002 à l'automne 2003, de Mikhaïl

Jusqu'aux récents événements d'avril 2006 (cf. *infra*), le parti est très nettement dominé par la personnalité de Rogozin. Celui-ci avait adhéré en 1993 à l'Union pour la renaissance de la Russie [*Soûz vrozroždeniâ Rossiî*], qui se définissait alors comme « *l'union des jeunes leaders de partis du centre droit* »², avant de trouver une niche plus stable, celle du Congrès des communautés russes [*Kongress russskih obšîn*] ou KRO. Malgré le soutien du général Alexandre Lebed, le KRO a connu un cuisant échec aux élections législatives de 1995³. Dans la deuxième moitié des années 1990, Rogozin quitte les milieux marginaux dans lesquels il évoluait alors et réussit à se rapprocher des cercles de décision. Il est nommé vice-président du comité de la Douma pour la politique nationale et se spécialise sur la question sensible des russophones du Nord-Caucase. Réélu député en 1999, il fait alors partie de la fraction parlementaire « Parti national » [*Narodnaâ partiâ*], dirige le comité de la Douma pour les affaires internationales, ainsi que la délégation permanente de la Douma à l'Assemblée du Conseil de l'Europe. En juillet 2002, en remerciement de sa loyauté envers le Kremlin, il est nommé par V. Poutine président de la Commission pour les problèmes de la région de Kaliningrad dus à l'extension de l'Union européenne.

L'association de différentes mouvances nationalistes

Rodina est un conglomérat de diverses mouvances nationalistes aux parcours différenciés. On peut y distinguer quatre principaux courants : les lobbies de défense des Russes de la diaspora, les nostalgiques de l'Union soviétique et militants « de gauche » qui ne se reconnaissent pas dans le PCFR, les défenseurs de l'orthodoxie politique et les partisans de la mouvance dite impérialiste de Babourin.

La filière des lobbies de défense des droits des Russes du proche-étranger est représentée par Rogozin, qui a construit une grande partie de sa carrière sur la question de la diaspora et a gardé de l'époque du KRO plusieurs fidèles, comme Iouri Skokov. Cette filière a contribué au rapprochement entre le Parti des régions de Russie et « Volonté nationale »

Kassianov. Malgré ce parcours assez libéral, Deliagin se veut, comme Glazev, d'orientation « social-démocrate ». Il est également vice-président du Comité central du Parti socialiste unifié et actuellement aide du député communiste Iouri Maslioukov.

² Ingram A. « 'A Nation Split into Fragments': The Congress of Russian Communities and Russian Nationalist Ideology », *Europe-Asia Studies*, n°4, 1999, pp. 687-704.

³ Le programme du KRO pour ces élections est consultable sur www.rau.su/observer/N18_94/18_21.htm.

de Babourin, également très sensible à la question de la diaspora et qui compte en son sein une autre grande figure de ce milieu, Viktor Alksnis⁴. Le regroupement politique de personnalités comme Rogozin, Babourin et Alksnis incarne alors le processus d'institutionnalisation de ces lobbies de défense de la diaspora qui, partis des cercles du monarchisme et du radicalisme orthodoxe ou de celui des nostalgiques de l'URSS dans la première moitié des années 1990, ont su s'intégrer dans des structures plus larges, pénétrer les instances de pouvoir et se rapprocher de l'appareil présidentiel⁵.

Au sein de Rodina, Glazev représente cette part de la « gauche » russe qui ne se reconnaît pas dans le Parti communiste de G. Ziouganov, prône une politique moins marquée par le nationalisme, plus proche de la social-démocratie occidentale que du marxisme ou de la stricte nostalgie soviétique. Glazev est également vice-président de l'Union des citoyens orthodoxes [*Soûz pravoslavnyh graždan*] et s'avère un partenaire permanent du Patriarcat dans nombre de ses projets. À la direction de son nouveau mouvement, « Pour une vie digne » se trouvent deux clercs orthodoxes connus, Andreï Kouraev et Vladislav Svechnikov, qui tentent de rattacher les revendications sociales, voire socialistes, de Glazev à leurs appels en faveur d'un renouveau de la conscience orthodoxe comme seul salut possible du pays. Depuis le début de la décennie 1990, tant Rogozin que Glazev collaborent très souvent avec les mouvances politiques de l'orthodoxie, sans toutefois tenir de discours à connotation religieuse, la foi étant pour eux avant tout un élément de l'identité nationale et une garantie de conformisme moral et patriotique⁶. Cette proximité leur permet de maintenir des réseaux personnels importants au sein de l'orthodoxie politique.

⁴ Viktor I. Alksnis, originaire de Lettonie et ancien ingénieur militaire dans la flotte de la Baltique, a été membre du PCUS de 1974 à son interdiction en 1991. Très rapidement opposé à l'indépendance des pays baltes, il est l'un des fondateurs du mouvement « Union » [*Soûz*] qui accuse M. Gorbatchev et E. Chevarnadze de vouloir détruire le pays. En décembre 1991, il participe activement au congrès fondateur de l'Union nationale russe de Sergeï Babourin et sera l'un des leaders du Front de salut national. En septembre 1993, il prend position en faveur du Parlement contre Boris Eltsine et se rapproche alors d'Alexandre Routskoï et de son mouvement « Grande puissance » [*Deržava*], dont il est élu secrétaire du Comité national. Toutefois, il s'oppose rapidement aux choix politiques de ce dernier et cosigne, en 1995, la déclaration critique dite « des huit ». En 1996, il est élu numéro deux du parti de Babourin et participe un temps aux publications d'Alexandre Dugin autour de l'idée eurasiste. Député dans la troisième Douma, il décide, en 2001, de suivre Babourin dans son nouveau parti, « Volonté nationale », dont il sera nommé vice-président, et sera élu en son nom aux élections de décembre 2003.

⁵ Cf. sur ces lobbies, Laruelle M. « La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *Études du CERI*, n° 126, à paraître en mai 2006.

⁶ Sur l'orthodoxie politisée, voir Verhovskij A. *Političeskoe pravoslavie. Russkie pravoslavnye nacionalisty i fundamentalisty, 1995-2001 gg.* [L'orthodoxie politique. Les nationalistes et fondamentalistes orthodoxes russes 1995-2001], Moscou, SOVA, 2003 et Mitrofanova A. *Političaciâ "pravoslavnogo mira"*, Moscou, Nauka, 2004.

Ainsi, ils font adhérer à Rodina Natalia A. Narotchnitskaïa, qui a joué un rôle important au sein du Concile national russe mondial [*Vsemirnyj russkij narodnyj sobor*] dans la première moitié des années 1990⁷. Chercheur à l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales et publiciste orthodoxe bien connue, Narotchnitskaïa soutient systématiquement les revendications du Patriarcat de Moscou, affirme l'existence d'une « civilisation orthodoxe » spécifique fondée sur la prédominance des Russes ethniques et marquée avant tout par son anti-occidentalisme, et se fait remarquer sur la scène publique par ses propos panslavistes en faveur de la Yougoslavie et son soutien sans faille aux deux guerres en Tchétchénie. Au sein de ce même milieu orthodoxe, Rodina recrute également Alexandre Kroutov (rédacteur du journal *Russkij dom* et de l'émission télévisée du même nom, supprimée à l'automne 2003) et Alexandre Tchouev, ancien président du Parti chrétien-démocrate russe et vice-président du comité de la Douma pour les organisations religieuses et sociales. Le schisme entre Rogozin et Glazev secoue profondément l'Union des citoyens orthodoxes et les quatre députés de Rodina qui en sont membres. Alexandre Kroutov et Nikolaï Leonov soutiennent Glazev, Alexandre Tchouev prend parti en faveur de Rogozin, Natalia Narotchnitskaïa refuse de prendre position mais reste l'une des principales activistes de Rodina⁸.

Jusqu'au schisme de juin 2005 (cf. *infra*), la présence du célèbre Sergeï Babourin, figure importante du mouvement nationaliste depuis plus d'une décennie, donne de Rodina l'image d'un lieu privilégié d'expression du nationalisme russe. Depuis 1991, celui-ci se bat contre la concurrence des communistes en espérant un jour être reconnu, lui aussi, comme le leader de la « gauche nationaliste »⁹. Le courant représenté par Babourin, très attaché à l'ancienne structure soviétique, appelle de ses vœux une combinaison de social-démocratie et de nationalisme impérial. Tout en se définissant comme un étatiste [*gosudarstvennik*], Babourin défend les Russes ethniques contre les autres peuples de l'empire, tient des propos à fortes connotations ethnocistes et tente de concilier les deux grandes mouvances des doctrines nationalistes russes, « ethno-nationale » et « impériale »¹⁰.

⁷ Cette institution, qui s'est constituée entre 1990 et 1993, bénéficiait dans un premier temps du patronage direct du Patriarche mais son radicalisme politique (en particulier ses appels à la restauration de la monarchie) a inquiété la hiérarchie orthodoxe, qui a fait enregistrer en 1996 une association concurrente dirigée par le métropolite Kirill et dont les figures les plus radicales sont absentes.

⁸ « Vsled za blokom « Rodina » Soûz pravoslavnyh graždan » [L'Union des citoyens soutient le bloc Rodina], 18 février 2004, site de l'Union des citoyens orthodoxes, consultable sur www.portal-credo.ru.

⁹ « Oppoziciâ – opasnost' dlâ vlasti i blago dlâ vlasti » [L'opposition, un danger pour le pouvoir et un bien pour le pouvoir], consultable sur vremyababurin.narod.ru/nomer10_2004.pdf.

¹⁰ Lihačev V. *Političeskij antisemitizm v sovremennoj Rossii*, Moscou, Academia, 2003, pp. 30-31.

Le programme politique de Rodina : populisme protestataire et populisme identitaire

Depuis maintenant plus d'une décennie, le populisme est très présent sur la scène politique russe, représenté par le LDPR de V. Jirinovski ainsi que, dans un style différent, par le PCFR de G. Ziouganov. Rodina cherche donc à critiquer ses deux concurrents tout en leur empruntant ce qui a fait leur succès, la conjonction de deux formes de populisme : le premier, dit protestataire, donne la primauté à la fonction tribunicienne et oppose le peuple-*demos* aux « nantis » ; le second, dit identitaire, insiste sur la dimension ethno-nationaliste et présente le peuple-*ethnos* en lutte contre les « étrangers »¹¹. Rogozin et Babourin représentent cette seconde fraction identitaire, marquée par des objectifs plus nationalistes, tandis que Glazev personnalise la fraction protestataire, centrée sur des arguments sociaux. Les emprunts de Rodina au registre protestataire concernent tout particulièrement l'exigence de redistribution au peuple des richesses naturelles et plus spécifiquement de la rente pétrolière, et ses appels à purifier l'économie de ce qu'il définit comme « la dictature de l'oligarchie »¹².

Ces revendications se conjuguent traditionnellement, sur la scène russe, avec une certaine volonté de réhabilitation de l'expérience soviétique. Si la vulgate marxiste-léniniste n'est plus de mise qu'au sein d'une minorité du spectre politique, le caractère patriotique de l'URSS est largement mis en valeur tandis que ses avantages sociaux et son système économique étatiste sont publiquement regrettés. Même si Rodina ne joue pas la carte de la nostalgie soviétique aussi nettement que le PCFR, le parti n'en réclame pas moins des gestes symboliques, par exemple le retour de Volgograd à son ancien nom de Stalingrad. Rodina regroupe également en son sein de nombreux militaires, en particulier le général Valentin Varennikov, l'un des auteurs du putsch d'août 1991 contre Mikhaïl Gorbatchev, président de l'Association russe des Héros de l'URSS, élu député en 1995 sur la liste du PCFR. Par ailleurs, Rogozin n'a jamais caché vouloir conquérir l'espace jusqu'à présent occupé par les communistes, en particulier après les oppositions entre G. Ziouganov et G. Seleznev, et a

¹¹ Sur ce sujet, consulter Taguieff P.-A. *L'illusion populiste*, Paris, Berg International, 2001 et Taguieff P.-A. (dir.). *Le retour du populisme*, Paris, Universalis, 2004.

¹² Cf. par exemple Glaz'ev S. « Soprotivlenie, partnerstvo ili soglašatel'stvo? » [Résistance, partenariat ou acceptation ?], *Rossia*, 14 avril 2006, consultable sur http://www.glazev.ru/position_glazev/1608.

affirmé à plusieurs reprises être prêt à accueillir dans ses rangs « toutes les forces patriotiques de gauche ».

Rodina s'inscrit nettement dans le courant identitaire du populisme, même si le degré de radicalisme nationaliste varie très nettement suivant les personnalités. Le programme politique de Rodina revendique la restauration d'un certain impérialisme russe dans le « proche-étranger » et évoque la possibilité de créer un supra-État englobant la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, mais également la Transnistrie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, donc les zones sécessionnistes pro-russes des autres républiques¹³. Un chapitre de son programme est spécifiquement consacré à la politique migratoire et l'on y reconnaît l'intérêt que porte depuis longtemps Rogozin à la question des Russes du proche-étranger. Rodina reprend par exemple le discours sur le caractère « divisé » du peuple russe [*razdelennost' russkogo naroda*], exigeant que ce terme soit reconnu par la législation afin de pouvoir ensuite militer en faveur de son remembrement, et appelle le pouvoir à prendre des dispositions juridiques favorables au rapatriement massif des Russes de la diaspora.

Cette obsession pour la question de l'unité du peuple russe n'est pas uniquement tournée vers les Russes de l'étranger, elle a également valeur sur la scène intérieure de la Fédération. Rodina milite en effet en faveur de la reconnaissance des Russes [*russkie*] comme peuple éponyme de Russie, voire exige de leur reconnaître des statuts territoriaux au même titre que les minorités nationales. Ces conceptions ethno-nationalistes dominent dans les milieux de l'orthodoxie politique et tout particulièrement dans les textes de Natalia Narotchnitskaïa¹⁴. L'objectif est donc d'imposer une suprématie ethnique, linguistique et religieuse russo-orthodoxe à l'ensemble de la Fédération, ressentie comme trop multinationale et laïque. À ce titre, Rodina se refuse à une immigration massive de travailleurs non russes venus d'ex-URSS ou de l'étranger et souhaite des mesures réduisant leur accès au marché du travail : les peuples du Caucase ou d'Asie centrale (sans même parler de la sinophobie régnante) sont accusés de voler le travail des Russes et de contribuer au développement des réseaux mafieux et de la criminalité dans le pays.

La xénophobie tout à fait publique de Rodina s'accompagne des discours les plus catastrophistes concernant l'avenir du pays. L'affaiblissement démographique menacerait de

¹³ Glaz'ev S. « K voprosu ob ideologii organizacii » [La question de l'idéologie de l'organisation], texte consultable sur le site personnel de Glazev, <http://glazev.ru/print.php?article=87>.

¹⁴ Voir ses divers articles, en particulier « Čtoby vyžit' – nam nado spokojno i uverenno oščuščit' sebâ russkim » [Pour survivre, il faut se sentir russe de manière sereine et sûre], consultable sur son site personnel <http://www.narotchnitskaia.ru/cgi-bin/main.cgi?item=1r200>.

disparition les Russes en tant que peuple et ceux-ci risqueraient de devenir une simple minorité dans leur propre pays. Les principales figures du mouvement soutiennent le Patriarcat dans sa volonté de voir l'orthodoxie bénéficier d'un statut de « religion nationale » et invitent à une politique nataliste et à la protection des « valeurs morales » que sont pour eux le mariage, la famille et l'hétérosexualité. La question de l'antisémitisme divise le mouvement en deux groupes : certaines personnalités du parti de Babourin, ainsi que plusieurs membres de Rodina, tiennent des propos ouvertement antisémites, tandis que Rogozin et Glazev se refusent à jouer une telle carte et que les nationalistes orthodoxes usent d'euphémismes sur le sujet.

La doctrine de Rodina se définit donc par la conjonction de valeurs nationalistes « de droite » et d'arguments économiques « de gauche ». Elle propose une reformulation, modernisée par les conditions post-soviétiques, à la fois de l'ancienne idéologie soviétique et de l'ancien nationalisme russe traditionnel. Y prédominent la volonté de consensus social et l'idée d'une continuité historique de l'État russe par-delà les ruptures politiques : celles-ci ne seraient pas pertinentes puisque « l'essence » de la Russie ne serait pas dans son régime politique - tsarisme, communisme, république présidentielle, etc. - mais dans la grandeur du pays, sa place sur la scène internationale, l'existence d'une sphère d'influence sur les pays voisins, le sens d'une mission mondiale, etc.

Le parcours politique de Rodina en 2004-2006 et sa place dans le spectre partisan

Le parti Rodina et la fraction parlementaire du même nom (seule la moitié des députés de la fraction sont membres du parti) connaissent une vie politique mouvementée et secouée par des schismes réguliers. Leur parcours idéologique au sein de la Douma se révèle lui aussi complexe, même si le mouvement semble maintenant être nettement entré dans une logique d'opposition à « Russie unie ».

Dès 2004, Babourin cherche à renforcer son image au sein de la fraction face à la prépondérance de Rogozin et s'appuie sur son passé de « vrai » nationaliste pour attirer à lui les plus radicaux, qui reprochent au leader de Rodina de se soumettre au Kremlin. À l'été 2004, il exige de disposer d'une fraction spécifique au sein de Rodina, accuse Rogozin de vouloir donner la priorité au seul parti Rodina (l'ancien Parti des régions de Russie) au

détriment de « Volonté nationale » et du Parti socialiste unifié. Le 28 juin 2005, Babourin, alors vice-speaker de la Douma, est exclu à grand bruit de la fraction Rodina, officiellement pour avoir organisé des activités sécessionnistes et remis en cause l'autorité de Rogozin. Son départ est suivi de celui de ses huit députés fidèles. Le 8 juillet, il réussit à faire voter l'enregistrement de sa propre fraction à la Douma (340 voix pour, 29 contre) alors que les statuts exigent, pour la création d'une nouvelle fraction, un nombre minimal de 55 députés. Il obtient même le droit de garder le nom de Rodina. Ainsi, il existe aujourd'hui deux fractions Rodina à la Douma, une « grande », celle de Rogozin, dite officiellement Rodina – Parti des régions de Russie et qui compte une trentaine de députés, et une « petite », celle de Babourin, dite officiellement Rodina – Volonté nationale et SERP, qui ne regroupe qu'une dizaine de députés.

En février 2005, le parti de Babourin, « Volonté nationale », signe un accord de fusion avec le mouvement « Union » [Soúz] et un accord de coopération avec « Pour une vie digne » de Glazev et la coalition « Patriotes de Russie ». Néanmoins, l'alliance entre Babourin et Glazev se révèle de courte durée puisqu'en juillet 2005, juste après l'officialisation du schisme entre Babourin et Rogozin, Glazev choisit de réintégrer la fraction parlementaire Rodina – Parti des régions de Russie, dont il est dorénavant le vice-président, sans toutefois adhérer au parti rogozinien. Le courant connaît encore un nouveau remaniement au printemps 2006. Le 3 avril, Rogozin annonce officiellement vouloir quitter ses fonctions au sein du parti Rodina comme de la fraction parlementaire afin de se consacrer au projet « Préservation de la nation » [*Sbereženie nacji*]. Celui-ci, centré sur les questions de démographie, de migrations et de rapatriement de la diaspora, est lancé en grande pompe en décembre 2005 par la direction politique de Rodina, qui le présente comme le programme de redressement de la nation à mettre en œuvre lors des prochaines élections¹⁵. Le geste de Rogozin est interprété comme une manœuvre politique ayant pour objectif de disparaître du devant de la scène afin de réapparaître en force pour les élections de 2007-2008. Il est remplacé à son poste par Alexandre Babakov, une figure peu connue du grand public. À l'annonce de ce geste, Glazev appelle immédiatement les deux fractions Rodina à mettre de côté les divisions qui avaient opposé Rogozin et Babourin et à se réunifier sous une seule et même bannière. Il accuse le pouvoir poutinien de faire pression sur les partis d'opposition et leurs leaders, et invite Rodina, le PCFR et le parti des retraités à

¹⁵ La première version de ce programme est consultable sur rodina.tornado-ltd.ru/smi/sbereshenie_natsii.doc.

s'allier au sein d'une seule coalition patriotique qui coordonnerait leur résistance à ces attaques.

Ces luttes d'ambition entre les trois principaux leaders, Rogozin, Glazev et Babourin, recourent également les réajustements politiques de Rodina au sein de la Douma ces deux dernières années. Rodina a longtemps été présenté comme une pure création du Kremlin orchestrée par Vladislav Sourkov, l'un des chefs adjoints de l'Administration présidentielle et proche d'Alexandre Volochin, dans le but de prendre des voix au Parti communiste (d'où l'importance de la figure de Glazev), ainsi qu'aux libéraux de labloko et de l'Union des forces de droite afin qu'ils ne dépassent pas la barre des 5 %. De son côté, Rogozin s'est toujours montré fidèle à Poutine, ce qui permettait de supposer qu'une fois élus, de nombreux membres de Rodina joueraient la carte du Kremlin. Dès sa constitution à l'automne 2003, le bloc n'a cessé de soutenir la campagne du président contre les oligarques tels que Khodorkovski ou Berezovski. Rogozin, de son côté, a mentionné que « *la fraction Rodina et son bloc peuvent devenir "la réserve de cadres" de Poutine [et qu'il faut travailler en ce sens]* »¹⁶. À ses débuts, Rodina pouvait donc être présenté comme un courant nationaliste à double visage : une partie du mouvement, incarnée par Babourin, semblait dans l'opposition, une autre, représentée par Rogozin, continuait de soutenir la politique du Kremlin. Ainsi, grâce aux députés de Rodina, « Russie Unie » était en principe sûre d'obtenir la majorité absolue à la Douma, voire même les deux tiers des voix nécessaires (trois cents sur quatre cent cinquante) pour modifier, si elle le désirait, la Constitution de décembre 1993. Rodina développait donc une stratégie tribunicienne proche de celle du LDPR : un discours protestataire populiste à l'attention des électeurs mais un soutien fidèle au pouvoir en place dans la pratique parlementaire.

La situation semble toutefois s'être compliquée dès le début de l'année 2005. En janvier, la suppression, par l'État, des avantages donnés à la partie la plus appauvrie de la population, en particulier les retraités, en échange d'une monétarisation de ces réductions, permet à Rodina de se placer en opposition directe au pouvoir. Les principaux leaders du bloc, dont Rogozin, entament une grève de la faim dans les locaux de la Douma pour protester contre cette loi de monétarisation et entrent alors dans une logique d'opposition active à « Russie unie ». Celle-ci est symbolisée par le retour de Glazev au sein de la

¹⁶ « Partiâ rossijskih regionov sobralas', čtoby rešit' sud'bu Rodiny » [Le Parti des régions de Russie s'est réuni pour décider du sort de Rodina], 15 février 2004, consultable sur http://www.polit.ru/news/2004/02/15/rodinapart_print.html.

fraction à l'été 2005 et par la signature d'un accord d'amitié avec le PCFR. En outre, Rogozin n'hésite pas à défendre devant les caméras de télévision l'initiative d'un « référendum populaire » validant l'adhésion de nouveaux sujets à la Fédération (cf. *infra*) aux côtés d'Edouard Limonov, le sulfureux et provocateur leader du Parti national-bolchevik condamné à plusieurs années de prison pour menace à l'ordre constitutionnel et possession illégale d'armes. Son mouvement, qui appelle à une forme de révolution conservatrice sur le modèle fasciste, a connu depuis le début de la décennie 2000 de nombreux déboires administratifs et a finalement été interdit en novembre 2005.

En 2005 et durant les premiers mois de 2006, les activités parlementaires majeures de Rodina peuvent se résumer à une série d'interventions musclées autour de thèmes nationalistes clés qui reprennent les arguments avancés dans le programme du parti. Tout d'abord, en janvier 2005, Rodina est éclaboussé par le scandale de « la lettre des 500 », pétition de personnalités publiques et de députés demandant de lutter contre la « domination juive mondiale » et exigeant l'ouverture d'une enquête sur les associations juives de Russie, accusées d'organiser des activités extrémistes. Cette pétition est signée par plusieurs députés de Rodina (5 des 9 « Babouriniens » et 4 des 20 « Rogoziniens ») mais non par Rogozin lui-même, tandis qu'A. Tchouev retire sa signature en avouant ne pas avoir lu le texte. La tenue de propos publics considérés comme antisémites suscite des dissensions au sein du parti, tout comme de l'Union des citoyens orthodoxes, dont plusieurs députés ont signé la pétition, et confirme la présence, au sein de Rodina, d'un noyau de radicaux pour qui le nationalisme russe n'est que « défensif » face à des attaques extérieures imputées à l'Occident et aux Juifs.

En mars 2005, la fraction Rodina milite activement pour faire voter des amendements à la loi « sur l'adhésion à la Fédération de Russie et la formation de nouveaux sujets en son sein », qui sont toutefois refusés par les députés. Proposée par D. Rogozin, A. Saveliev et N. Narotchnitskaïa, cette modification a pour objectif de faciliter l'entrée de républiques ou régions autonomes d'autres États de la CEI en tant que nouveaux sujets de Russie sans que ce rattachement ne soit considéré comme une violation des traités internationaux de reconnaissance des frontières issues de l'URSS. L'enjeu concerne principalement la possibilité d'adhésion de l'Ossétie du Sud, de l'Abkhazie et de la Transnistrie à la Fédération et signale, plus largement, une forme de nostalgie législative pour l'Union soviétique : pour beaucoup de nationalistes, les frontières soviétiques restent, malgré la réalité de ces quinze

dernières années, les « vraies » frontières de la Russie. Le même mois (mars 2005), la fraction défraye une nouvelle fois la chronique lors des débats autour des aménagements de la loi sur le financement de la santé publique en demandant la cessation du remboursement des avortements. Considérée comme « russophobe » par son principal accusateur, A. Tchouev, cette loi aurait pour objectif de faire disparaître le peuple russe face au dynamisme démographique des minorités, en particulier celles du Caucase.

En novembre 2005, la Cour interdit à Rodina de participer aux élections pour la Douma de la ville de Moscou pour « incitation à la haine raciale » : la campagne publicitaire du parti montre des Caucasiens en train de jeter les bouts de pastèques qu'ils viennent de manger sous les roues d'un landau poussé par une jeune femme blonde, avec le slogan « débarrassons la ville des ordures ». Si l'allusion raciste semble évidente, Rodina tente de contrecarrer ce verdict en rappelant que les sondages lui prédisaient un score de près de 25 %, le plaçant en deuxième position après « Russie unie », et affirme que le pouvoir a pris peur face à cette concurrence imprévue.

Au même moment, D. Rogozin et A. Savelev militent pour faire voter une loi interdisant aux citoyens étrangers le droit de commercer sur les marchés (ce qui vise principalement les Caucasiens et les Centre-asiatiques), mais elle n'est pas discutée publiquement. Enfin, Rodina participe de manière active aux divers débats de politique étrangère qui secouent la Douma, en particulier sur les relations avec les pays de la CEI, notamment la Géorgie et la Moldavie. Dans la pratique parlementaire quotidienne, la fraction Rodina se trouve très souvent alliée à celle du Parti communiste, plus rarement à celle du LDPR, confirmant donc que Rodina participe aujourd'hui d'un nationalisme d'opposition et non plus des stratégies du nationalisme loyaliste prônées par Jirinovski. Il semble même qu'une fraction informelle regroupant les nationalistes les plus virulents de Rodina et du PCFR, dirigée par Nikolaï Kondratenko, ait pris forme au sein de l'institution parlementaire.

Le parti Rodina a su unifier sous une seule bannière partisane de nombreux courants nationalistes jusqu'alors disparates qui n'avaient adhéré ni au PCFR ni au LDPR : certains étaient liés à des mouvances qui ne disposaient pas de représentation parlementaire, d'autres avaient eu accès à une activité parlementaire grâce à leur adhésion à des partis dont le nationalisme ne constituait pas l'élément central. Rodina a donc permis de structurer sous la forme d'un parti politique et d'une fraction parlementaire des parcours individuels et

des discours identitaires jusque-là dissociés. Il a également réussi à formuler de manière plus respectable des idées nationalistes considérées comme radicales lorsqu'elles sont émises par le LDPR ou le PCFR, et a régulièrement obtenu des soutiens parmi les députés de la majorité présidentielle et ce, alors que toutes les mouvances mentionnées ici avaient commencé dans les cercles périphériques de l'ultra-nationalisme. Grâce à Rodina, un certain radicalisme national est donc passé de la marginalité au « politiquement correct ».

Les principaux leaders du parti ont en effet su mettre leurs propos au diapason de l'atmosphère générale du pays en se concentrant sur les thématiques nationalistes les plus porteuses électoralement : xénophobie à l'encontre des « méridionaux », inquiétudes démographiques, volonté de restaurer une grande puissance russe respectée sur la scène internationale et dans le « proche-étranger », recentrage des activités publiques sur les questions ethniques, etc. La montée du thème nationaliste en Russie ayant permis de recentrer la scène politique russe autour du patriotisme, les divers milieux nationalistes se sont bien évidemment engouffrés dans cette brèche.

Rien ne permet d'affirmer aujourd'hui que Rodina participera aux prochaines élections de 2007-2008. Il rencontre actuellement de nombreuses difficultés pour concourir aux élections régionales. Sur les 8 régions devant élire leurs députés le 12 mars 2006, Rodina n'a pu participer qu'à une seule élection, celle de l'Altaï, où il a certes obtenu le second meilleur score (près de 11 %) après « Russie unie ». En outre, l'élévation du seuil d'entrée à la Douma de 5 à 7 % des voix pour les prochaines élections fédérales de décembre 2007 complique encore davantage les possibilités d'expression des partis d'opposition. Enfin, des sondages effectués par l'Institut indépendant Levada-Tsentr en avril 2006 annoncent que, si des élections fédérales se tenaient à la date de l'enquête, Rodina ne recueillerait plus qu'environ 2 % des voix¹⁷. Mais même si Rodina disparaissait en tant que tel de la scène politique lors des prochaines élections, le champ discursif du nationalisme restera l'une des matrices de la vie publique russe dans les années à venir. Cette exaltation d'une nation vidée de tout objectif civique signe une volonté de « sortie du politique » : la focalisation sur le national est censée esquiver toute remise en cause des pouvoirs actuels et justifier indirectement le développement des pratiques autoritaires. Cette évolution explique en partie le « *ralliement consensuel à une autocratie électorale* »¹⁸ de la majorité de la

¹⁷ www.flb.ru/info/36827.html.

¹⁸ Introduction au dossier « Où va la Russie de Poutine ? », *Le Débat*, n° 130, 2004, p. 44.

population, dont la demande d'autorité et d'ethnicité a été remarquée par de nombreux observateurs occidentaux depuis quelques années¹⁹.

¹⁹ Sur la Russie contemporaine, voir en français Rousselet K., Favarel-Garrigues G. *La société russe en quête d'ordre*, Paris, Autrement, 2004 ; Raviot J.-R. « Le triomphe de l'ordre établi », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1004, 2000, pp. 4-26 ; Désert M. « La société russe. Entre murmures du passé et balbutiements du futur », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1038, 2003, pp. 4-13. En russe, lire l'analyse de Verhovskij A. M., Mihajlovskaja A. M., Pribylovskij V. V. *Rossija Putina: pristrastnyj vzgljad*, [La Russie de Poutine, un regard biaisé]. Moscou, Panorama, 2003.